

# Le G20 et le « nouvel ordre libéral » de Trump

Yves Dimicoli

- Le sommet du G-20<sup>1</sup> qui s'est tenu à Buenos-Aires (Argentine) du 30 novembre au 1<sup>er</sup> décembre 2018 devait se dérouler dans un contexte marqué, notamment, par les tensions commerciales internationales initiées depuis Washington, par la tenue en échec des tentatives laborieuses d'avancées contre le réchauffement climatique malgré les alertes aiguës successives, dont le dernier rapport du GIEC<sup>2</sup>, par les incertitudes liées au « Brexit » et, « last but not least », par le ralentissement de la conjoncture économique mondiale et la volatilité grandissante des marchés financiers.
- Tout cela sur fond de montée des luttes sociales et environnementales nationales, des populismes et des tensions géopolitiques avec, en particulier, la dénonciation par les États-Unis de l'accord nucléaire avec l'Iran. Mais c'est le tête-à-tête entre Donald Trump et Xi Jinping, en pleine offensive commerciale anti-chinoise, mais anti-européenne aussi, de l'hôte de la Maison blanche, au nom de « America First », qui a constitué le point d'orgue de cette rencontre dont les participants ont dû se contenter de sauver les apparences.

**L**e communiqué commun note, certes, « les problèmes commerciaux actuels » sans, pour autant, condamner le protectionnisme dont se targue désormais D. Trump, mesures tarifaires punitives à l'appui<sup>3</sup>. C'est là un important recul par rapport au communiqué commun du précédent sommet qui s'était tenu à Hambourg (Allemagne) les 7 et 8 juillet 2017<sup>4</sup>.

Mais, seconde nouveauté par rapport au sommet de Hambourg, celui de Buenos Aires reconnaît que « le système n'atteint plus ses objectifs » et qu'il faut « l'améliorer » avec, en vue, « la réforme nécessaire de l'Organisation mondiale du commerce ».

Par ailleurs, dix-neuf pays se sont engagés « à la pleine mise en œuvre » de l'accord de Paris sur le climat,

les États-Unis rappelant en toutes lettres leur rejet de ce dernier. D. Trump a tenu, en effet, à ce que soit inscrit dans la déclaration finale que les États-Unis « réitèrent leur décision de s'être retirés de l'accord de Paris ». Et on sait combien la COP24, tenue du 2 au 14 décembre 2018 à Katowice (Pologne), a accouché d'engagements insignifiants eu égard aux énormes et urgents défis à relever.

« C'est le communiqué final le plus faible jamais vu à un G20 », a déclaré à l'AFP Thomas Bernes, ancien négociateur canadien de ce sommet. « C'était le plus petit dénominateur commun. Cela pose la question de la crédibilité du G20 sur le commerce, mais aussi sur le climat »<sup>5</sup>, a-t-il ajouté.

1. Le « Groupe des vingt » (G-20), créé en 1999 à la suite de divers épisodes de crise financière, est composé de 19 pays et de l'Union européenne représentant 80 % du PIB mondial et plus des deux tiers de la population de la planète. Il se réunit une fois par an, abordant divers sujets communs d'actualité, avec le souci primordial de « maintenir la stabilité financière ». Faisant se rencontrer jusqu'en 2008, année de la plus grave crise financière internationale depuis 1929, ministres et gouverneurs des banques centrales, il donne lieu aussi, depuis, à un sommet des chefs d'État et de gouvernement.

2. Le Groupe intergouvernemental d'experts sur le changement climatique (GIEC) a publié, le 8 octobre, son rapport sur « Les impacts d'un réchauffement climatique global de 1,5 °C par rapport à 2 °C et les trajectoires d'émissions de gaz à effet de serre à suivre pour limiter le réchauffement à 1,5 °C, dans le cadre plus général du développement durable et de l'éradication de la pauvreté ». Cf. « Global Warming of 1,5°, Intergovernmental Panel on climate change ».

3. *Euronews*, 02/12/2018.

4. Il est vrai, cependant, que la déclaration finale adoptée à l'issue de ce sommet admettait aussi, pour la première fois, le droit pour les pays victimes de *dumping*, de recourir à « des instruments légitimes de défense commerciale ».

5. *Euronews*, *op. cit.*

Mais loin de ce scepticisme! Le président Macron, à son arrivée à Buenos Aires et peu avant que le mouvement très populaire des gilets jaunes se soit déclaré en France, a louangé « les transformations [...] impopulaires » décidées, sous la férule du FMI, par son homologue argentin Mauricio Macri et son refus de « céder à la facilité »<sup>6</sup>. Ce G20, a-t-il commenté au sortir du sommet, « a permis d'obtenir des résultats concrets [...] Nous avons d'ailleurs confirmé un attachement unanime à un système multilatéral, fondé sur des règles. »<sup>7</sup>

Mais à quel type de multilatéralisme et à quelles règles pensait D. Trump dont la « relation personnelle très forte »<sup>8</sup> avec E. Macron semble avoir fait imaginer à ce dernier qu'il avait une certaine emprise sur l'ancien homme d'affaires et animateur de télévision?

### Le pouvoir c'est la peur

Deux citations peuvent donner, à ce sujet, quelques indications éclairantes.

C'est d'abord celle du même Trump mise en épigraphe du dernier livre à succès du journaliste américain Bob Woodward : « Le pouvoir réel – je ne devrais pas utiliser le mot – c'est la peur. »<sup>9</sup>

C'est aussi celle du secrétaire d'État américain Mike Pompeo, lors d'une réunion du German Marshall Fund, le 4 décembre à Bruxelles : les États-Unis veulent rassembler « les nations nobles pour construire un nouvel ordre libéral [...] », et cela, en particulier, contre les pratiques commerciales de la Chine exemple « de fruit empoisonné de la retraite américaine »<sup>10</sup>.

De fait, c'est « la trêve » conclue en bilatéral, en marge du sommet de Buenos Aires, le 1<sup>er</sup> décembre par les présidents américain et chinois qui a dominé toute la réunion.

De quoi s'agit-il?

Depuis le printemps 2018, une surenchère des droits de douane entre les deux pays commençait à peser sérieusement sur les perspectives économiques mondiales. Les premiers coups sont partis de Washington. L'administration Trump n'a pas hésité à mettre en œuvre des mesures contournant les principes de l'OMC pour mener une politique commerciale de plus en plus agressive<sup>11</sup>.

Il s'agissait pour la Maison blanche de faire peur en mettant en œuvre ou en menaçant, à grand renfort

de *tweets* rageurs du Président, des mesures massives de droits de douane sur près d'un quart des importations américaines de biens, soit 600 milliards de dollars. Cela ouvrait la perspective d'une augmentation du taux moyen des droits exigés sur les importations non agricoles passant de 3 % à 6-7 %, soit un niveau analogue à celui des années 1960<sup>12</sup>.

Les partenaires ainsi agressés des États-Unis<sup>13</sup> décidèrent de riposter de façon pour le moins modérée : le total des mesures en vigueur et de celles annoncées ou évoquées ne portaient que sur 140 milliards d'euros de biens importés.

C'est avec l'Alena, cet accord commercial régional tripartite que le président Trump avait promis de « déchirer », que le torrent de menaces américaines entraîna le règlement le plus rapide (septembre 2018) du différend provoqué, en l'espèce, par Washington avec Ottawa et Mexico. Ceci déboucha le 30 novembre, en marge du sommet de Buenos Aires, sur un nouvel accord commercial Canada – États-Unis – Mexique (ACEUM).

### Feu sur la Chine... et l'Europe

Très vite les coups les plus durs se sont concentrés, alors, sur la Chine pour saper des pans entiers de sa politique industrielle et commerciale. Il s'agit, clairement, d'obtenir sa soumission, de la diaboliser comme concurrent stratégique dénué de tout *fair play* et menant contre les États-Unis – et, de-là, tout le monde occidental – une véritable guerre d'agression mettant en péril leur sécurité et leur prospérité.

D'un côté, des mesures tarifaires massives cherchent à limiter l'accès aux marchés et aux technologies américaines, leur contribution au développement de l'économie chinoise. D'un autre côté, les sanctions pleuvent sur des firmes chinoises accusées de transgresser l'embargo sur les transactions avec des entités déjà sanctionnées par les États-Unis, comme ZTE ou Huawei.

C'est à un véritable feu roulant que se livre Washington jusqu'au sommet de Buenos Aires, tandis que, parallèlement, tout est fait pour que ses partenaires et alliés participent à cette entreprise guerrière, en acceptent les conséquences, y compris au détriment de leurs intérêts propres.

C'est ainsi, par exemple, que l'ACEUM comporte une clause explicite contre la Chine<sup>14</sup>, pays auquel les États-Unis et l'Union européenne refusent le statut

6. *Le Monde*, 30 novembre 2018.

7. Conférence de presse d'E. Macron à l'issue du G20.

8. Interview d'E. Macron à la chaîne américaine *Fox News*, *BFMTV*, 22 avril 2018.

9. *Fear*, sous-titré *Trump in the White House*, Simon & Schuster, 11 septembre 2018. En français : *Peur*, sous-titré *Trump à la Maison Blanche*, Seuil, 29 novembre 2018.

10. *Reuters et Good Banque*, 4 et 5 décembre 2018.

11. Allard P. : « La politique commerciale de Donald Trump - Quand l'hégémon cesse d'être bienveillant », *Question d'Europe* (Fondation R. Schumann) 495, 2 décembre 2018.

12. *Ibid.*

13. Si la Chine était la cible principale de ce feu tarifaire, l'Union européenne, le Japon, la Corée, le Canada, le Mexique, l'Inde, la Russie et la Turquie étaient visés aussi.

14. La note de la fondation Schumann déjà citée la signale à travers l'article 32-10 alinéa 4 de l'accord qui stipule (traduction) : « La signature par toute partie d'un accord de libre-échange avec un pays non marchand permet aux autres parties de résilier le présent accord moyennant un préavis de six mois et de le remplacer par un accord bilatéral entre elles. »



**Ce qui obsède Trump c'est, en lien avec les enjeux de propriété intellectuelle et de transferts technologiques, le rattrapage chinois en matière de révolution informationnelle et le risque, à terme, d'une perte de *leadership* mondial par les États-Unis.**



d'économie de marché. Or l'ACEUM est présenté par l'administration américaine comme un exemple à suivre pour tous les accords de libre-échange signés à l'avenir par Washington.

Ce qui obsède Trump c'est, en lien avec les enjeux de propriété intellectuelle et de transferts technologiques, le rattrapage chinois en matière de révolution informationnelle et le risque, à terme, d'une perte de *leadership* mondial par les États-Unis. Au cœur de cette obsession on retrouve le plan décennal «*Made in China 2025*» inauguré le 19 mai 2015 par le premier ministre chinois, Li Keqiang.

Successeur du «*plan à moyen et long terme sur le développement de la science et de la technologie*», émis en 2006 sous Hu Jintao, cette nouvelle épure s'inscrit dans une visée à 2049 comportant trois étapes : d'ici à 2025, permettre à la Chine de s'émanciper de son statut actuel de «*grand pays industriel*» pour atteindre celui de «*grande puissance industrielle*»; de 2025 à 2035, conduire la Chine à figurer au rang des «*grandes puissances industrielles mondiales innovantes*»; de 2035 à 2049, pour le centenaire de la fondation de la République Populaire de Chine, conduire celle-ci au rang de «*puissance industrielle leader, innovante et compétitive à l'échelle mondiale*»<sup>15</sup>.

Ce plan concerne toute l'industrie (de pointe et traditionnelle), l'ensemble du processus de fabrication et pas seulement l'innovation. Il entend favoriser les exportations de capitaux et les prises de participation hors frontières pour apprendre à maîtriser le savoir-faire et les technologies développés à l'étranger.

Très influencé par le plan allemand «*Industry 4.0*», il entend faire surmonter par la Chine des handicaps constatés par Pékin même, en prenant appui sur les potentiels de la révolution informationnelle : faiblesse de la capacité propre d'innovation, dépen-

dance envers l'étranger pour les technologies clés et les équipements de pointe, faible valeur ajoutée des biens produits en Chine, faible efficacité énergétique, stagnation du secteur des services, faible taux d'informatisation du tissu industriel [...]. L'ensemble du programme est focalisé sur dix secteurs phares dont les technologies de l'information, la robotique, l'aérospatiale, l'ingénierie maritime et la construction navale, les équipements ferroviaires avancés ou les nouveaux matériaux... autant de progrès indispensables à réaliser pour faire face, dans les conditions des révolutions technologique, écologique et démographique en cours, aux immenses besoins de développement social et culturel des 1,39 milliard d'êtres humains que compte la Chine aujourd'hui.

Enfin, en liaison avec le choix stratégique de développer le marché intérieur et de moins dépendre des exportations, comme le lui demandent d'ailleurs les pays occidentaux, la Chine entend faire guider son développement économique par l'essor des services et une production industrielle «*plus intelligente*»<sup>16</sup>.

### **Risques de guerre commerciale généralisée**

Mais de cela, Trump ne veut pas, tandis que les dirigeants européens demeurent couardement sur la réserve. Aussi, les menaces tarifaires imposées ou évoquées sur la Chine ouvrent-elles la porte à une possible «*guerre commerciale*» généralisée aux conséquences pouvant rappeler celles engendrées, dans les années 1930, par la loi américaine Smoot-Hawley<sup>17</sup>.

Selon le FMI, l'impact des mesures déjà décidées serait négatif pour la Chine (-0,6 point de PIB à l'horizon de 2 ans, ramené à -0,4 point sur 5 ans), mais aussi pour les États-Unis (-0,2 point ramené à -0,3 point). L'Union européenne serait aussi touchée, mais dans une mesure moindre.

Le Conseil d'analyse économique (CAE)<sup>18</sup> a examiné, lui, les conséquences économiques d'une guerre commerciale mondiale. Un résultat remarquable de leurs simulations est que les pertes seraient de l'ordre de 3 % pour la Chine et les États-Unis et de plus de 4 % pour l'UE. Il y aurait ainsi une perte annuelle de 1 250 € par habitant en moyenne dans l'UE et de 1 125 € par habitant en France résultant d'une forte baisse du commerce. Celui de la France hors UE baisserait, par exemple, de quelque 42 %.

Ces résultats vont à rebours des allégations américaines affirmant que la Chine et l'UE seraient les seules perdantes d'un tel affrontement. Mais ils montrent aussi combien l'UE en pâtirait.

C'est dans ce contexte de tensions exacerbées que, à Buenos Aires, les deux présidents, américain et

15. Péquignot R. et Goutti Lia-Line : «*Le plan "Made in China 2025"*», Note de la Direction générale du trésor (Service économique régional à Pékin, 5 juin 2015).

16. Le Gal E. : «*Made in China 2025, l'ambition chinoise*», portail de l'I. E., 15 septembre 2015.

17. Promulguée aux États-Unis le 17 juin 1930, elle a augmenté les droits de douane à l'importation de plus de 20 000 types de biens. Par mesure de rétorsion, de nombreux pays ont augmenté leurs taxes à l'importation. Les échanges mondiaux ont fortement diminué, aggravant la grande dépression de l'entre-deux-guerres.

18. S. Jean, P. Martin et Sapir A. : «*Avis de tempête sur le commerce international : quelle stratégie pour l'Europe ?*», *Les notes du conseil d'analyse économique*, n° 46, juillet 2018.

chinois, décident de se rencontrer pour tenter de calmer un peu le jeu. D. Trump se serait engagé à ne pas élever les droits de douane de 10 % à 25 % sur une valeur totale de 250 milliards de dollars de biens chinois d'ici à 90 jours afin de trouver un accord bilatéral sur le commerce. En échange de cette trêve, les Chinois auraient notamment accepté d'acheter davantage de produits américains, agricoles notamment, et de réduire le déficit commercial bilatéral des États-Unis (autour de 335 milliards de dollars).

Si les Chinois restent modérés dans leurs commentaires, D. Trump n'hésite pas, lui, à proclamer qu'il s'agit d'un « accord incroyable », de « l'un des plus grands accords commerciaux »<sup>19</sup> jamais conclus. De quoi mettre en valeur le pouvoir dont il dispose de changer l'ordre des choses en plaçant le pistolet sur la tempe de ceux avec qui il négocie. Le message s'adresse notamment à l'UE. Il s'adresse aussi à son électorat des fermiers américains à qui il promet que les achats chinois doivent commencer « tout de suite ». Une nécessité après le recul d'audience aux élections de mi-mandat ayant amené une majorité démocrate à la Chambre des représentants.

Problème : « On n'a ni chiffre, ni calendrier ! » sur les promesses annoncées, remarque David Salmonsens, spécialiste du commerce pour le premier syndicat agricole aux États-Unis l'American Farm Bureau... De fait, par la suite, D. Trump s'est mis à nouveau à montrer les crocs : « Je suis l'Homme des tarifs douaniers » pour faire payer ceux qui « pillent la grande richesse de notre Nation »... « enrichissons de nouveau l'Amérique ! ».

### Chinois et Européens : des intérêts communs

Le 16 décembre, les Chinois font un premier geste concret visant à apaiser le différend : Pékin décide de suspendre au 1<sup>er</sup> janvier pour trois mois la majoration des droits de douane sur les voitures importées des États-Unis. Elle les avait, en effet, relevés de 15 % à 40 % en représailles aux surtaxes douanières annoncées préalablement par l'administration Trump. Donnant des gages de bonne volonté, la Chine a également réalisé son premier achat important de soja américain depuis la trêve et elle se préparera à reprendre les achats de maïs américain<sup>20</sup>. Bref, ils veulent vraiment un accord.

Pourtant un rebondissement cuisant, le 1<sup>er</sup> décembre en plein G20, avait fait protester vigoureusement Pékin. Trump, avec l'accord de J. Trudeau, avait fait arrêter, au Canada, Meng Wanzhou, fille du fondateur de Huawei et directrice financière du groupe, accusée d'avoir menti à des banques au sujet d'une

filiale de Huawei, afin de pouvoir accéder au marché iranien entre 2009 et 2014, en violation des sanctions américaines. Et cela, alors même que depuis des mois, les États-Unis font pression sur leurs alliés pour qu'ils excluent, comme eux-mêmes, Huawei de leurs équipements de télécommunications, à l'heure où ceux-ci sont appelés à être remplacés massivement, avec l'arrivée de la 5G<sup>21</sup>.

Washington assure que ces équipements pourraient servir aux services de renseignements chinois pour espionner les communications ou contrôler les équipements (objets connectés) dans les pays où ils opèrent<sup>22</sup>.

Cette pression a déjà marqué des points : l'Australie, la Nouvelle Zélande, le Japon. En Grande Bretagne, en Allemagne et même en France (Orange), des opérateurs se disent prêts à ne pas utiliser les équipements de Huawei sur les « cœurs de réseau ».

Et, pendant ce temps-là, le fonds de capital-risque de la CIA, In-Q-Tel, débarque en Europe, ouvrant son premier bureau à Londres. Son objectif est clairement assumé : « tirer avantage des écosystèmes de classe mondiale à la fois scientifique, technologique et de capital-risque de chaque région afin de poursuivre sa mission de sécurité nationale pour les États-Unis et ses alliés »<sup>23</sup>.

Pendant ce temps-là, Washington continue de faire pression sur le secteur automobile européen avec de lourdes menaces de renforcement des droits de douane, l'enjeu étant pour Trump de diviser l'Union européenne, les constructeurs allemands étant les plus exposés à ce chantage ?

C'est dire les risques pour la Chine, l'Europe, et même le peuple américain, des choix et de la méthode employés par Trump qui entend ainsi ouvrir à la hache de nouveaux débouchés solvables à la surproduction américaine, alors même que commencent à gronder les risques d'une nouvelle récession. L'Europe, au lieu de rester sur la réserve en se donnant bonne conscience avec quelques menaces verbales sans grande portée, ferait bien de se rapprocher de la Chine pour mettre en cause les diktats du dollar, de l'extra-territorialité des lois américaines, de la tentative, avec les GAFAM<sup>24</sup>, de monopoliser les avantages de la révolution informationnelle contre le reste du monde. Ce sont précisément ces comportements qui vont précipiter le monde entier dans un nouvel épisode paroxystique de crise, plus grave que celui de 2007-2008. C'est dire... ■■■

19. *Euractiv*, 4 décembre 2018.

20. Bloomberg.

21. La 5G est considérée comme une « technologie-clé » qui pourrait permettre des débits de télécommunication mobile, de plusieurs gigabits de données par seconde, soit jusqu'à mille fois plus rapides que les réseaux mobiles en 2010 et jusqu'à 100 fois plus rapide que la 4G à l'horizon fin 2019-début 2020, avec des applications considérables nouvelles dans plusieurs domaines de la révolution informationnelle.

22. *Le Monde*, jeudi 13 décembre 2018.

23. *Les Échos*, lundi 3 décembre 2018.

24. Google, Apple, Facebook, Amazon et Microsoft.